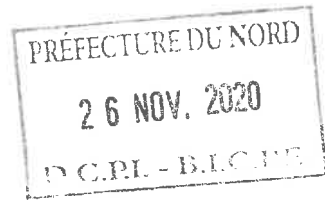


Madame Nicole PAGER

le 25.11.2020



Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Je vous serai reconnaissante de bien vouloir
joindre mes observations ci-jointes au registre des
consultations concernant la Société SCL du Moirage
à CATILLON sur SAMBRE.

Avec mes remerciements, je vous prie d'agréer
l'expression de mes respectueuses salutations.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "N. Pager".

le 25/11/2020

L'exploitant de la SCL du Ménage à CATILLON sur SAMBRE est actuellement en infraction, son cheptel est très significativement supérieur au seuil de 150 vaches autorisé. Il y a tout lieu de penser que c'est pour contourner cette situation d'illégalité qu'il demande l'extension de son troupeau à 499 vaches laitières.

Alors que nous sommes dans un contexte de surproduction laitière, ce projet vise à amplifier un type d'élevage qui ne respecte pas le bien être animal: confiné dans une promiscuité qui favorise l'utilisation intensive d'antibiotiques, ce bétail n'ira jamais brouter au pré. Probablement nourri avec des aliments importés de continents lointains produits sur des sols artificialisés résultant d'une déforestation qui met en péril les équilibres biologiques de la planète, ce lait ne peut être de bonne qualité. Il sera écoulé dans l'industrie agro-alimentaire ou expédié vers des pays où les normes sanitaires ne présentent pas les garanties de nos normes européennes.

Le projet ne produit pas que du lait, il génère des dégâts collatéraux qu'il faut prendre en compte. Il produit du méthane, énergie carbonée dont la combustion libère du CO₂ qui contribue au réchauffement climatique et à l'accroissement de la fréquence de phénomènes climatiques préjudiciables au maintien de la vie sur notre planète.

Ce projet va bien à l'encontre des engagements pris par la France en 2015 dans les Accords de Paris

sur le Climat. Il pose le problème du traitement et de l'utilisation des déjections animales dont l'épandage comporte des risques de pollution des nappes phréatiques. Il met en danger la santé des populations. Au risque d'une hypocrisie manifeste, ce modèle productiviste ne peut être considéré comme une Installation Classée Protection de l'Environnement. S'il reçoit des subventions de la P.A.C., c'est bien parce que l'Europe et les gouvernements des Etats qui la composent ne garantissent ~~pas~~ aux citoyens qu'une démocratie étiquée qui ne leur permet pas de peser sur de telles décisions.

Je devine l'embarras de Monsieur le Préfet qui doit à la fois appliquer des directives qui ne sont pas conformes aux engagements de la C.O.P.21, mais qui est également le garant de la santé d'une population mise en danger par un tel projet. Pour soulager sa conscience, je lui demande de ne pas autoriser cette extension à 499 vaches et de faire en sorte que le cheptel de cette exploitation n'excede pas le seuil de 150 bêtes fixé par la loi. Dans une République, l'Intérêt Général doit prévaloir sur les intérêts privés et les enjeux financiers qui les accompagnent.

R. Rey